

CARNET DE BORD

} Érosion côtière {

UBERQUÈRE > PAYS BASQUE



STRATÉGIES D'ADAPTATION
& MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE



} Édito {

Pris dans sa globalité, le littoral régional est dans une situation d'érosion côtière. La situation en Nouvelle-Aquitaine peut paraître dans son ensemble bonne au regard d'autres zones littorales plus durement touchées dans le monde. Néanmoins, ce point de vue global masque des situations locales très contrastées : avec des secteurs où il existe une érosion forte supérieure à 2 mètres par an sur la côte sableuse, ou des falaises présentant un aléa mouvement de terrain de fréquence moyenne, des secteurs stables et d'autres enfin plus ponctuellement en accrétion. Des événements plus ou moins récents rappellent l'ampleur des phénomènes naturels en jeu, mais aussi parfois leur soudaineté. Durant l'hiver 2013/2014, le recul du trait de côte a dépassé 20 m sur de nombreux sites, avec des maxima par endroit à 30/40 m en Gironde.

« Nous avons organisé cette journée avec le souhait d'avoir un certain nombre de prises de position et ainsi permettre un nécessaire débat autour des évolutions législatives demandées depuis de nombreuses années par tous les élus du GIP Littoral et toutes celles et ceux qui, appartenant aux structures membres du GIP, attendent qu'on puisse travailler sur le court terme et le long terme, dans la durée avec tous les outils nécessaires. Aujourd'hui, je considère que le travail est fait et qu'il faut en tenir compte pour se donner les moyens d'agir. »

[Renaud Lagrave, Président du GIP Littoral]

SOMMAIRE

- CONTEXTE DE LA JOURNÉE > P 1
- POUR COMPRENDRE, IL FAUT D'ABORD OBSERVER > P 2
- DE L'AUTRE CÔTÉ DE LA MANCHE ? > P 5
- LES ÉCHELLES DE GOUVERNANCE > P 6
- DESSINER L'AVENIR DES TERRITOIRES LITTORAUX FACE AU RISQUE > P 8



} Contexte de la journée {

Depuis 2012 et la validation de la **Stratégie régionale de gestion de la bande côtière**, sept territoires se sont engagés dans la définition de stratégies locales, pour pouvoir faire les choix majeurs et difficiles entre protection, déconstruction préventive et déplacement des biens et activités menacés, et pour planifier des actions à court et moyen termes afin de s'adapter au recul du trait de côte.

Aujourd'hui, les stratégies locales sont presque toutes approuvées, et leurs programmes d'actions de gestion de l'érosion sont en cours d'exécution. L'ambition de la journée du 15 mars 2019 était de maintenir la dynamique des réflexions au niveau régional et de s'inspirer de modèles de gestion nationaux et internationaux du risque d'érosion côtière, afin d'avancer sur les problématiques juridiques et financières liées à la définition des stratégies d'adaptation à moyen et long terme.

Ont été rassemblés à cette occasion des scientifiques et des gestionnaires de différents pays (Royaume-Uni et Italie) et de presque toutes les façades maritimes de la métropole (Occitanie,

Corse, Normandie, Hauts de France et Pays de la Loire) pour débattre des constats et des solutions à mettre en œuvre, ainsi que l'ensemble des porteurs de stratégies locales de gestion de l'érosion côtière sur le littoral Aquitain. ●



Stratégie régionale de gestion de la bande côtière > GIP Littoral

POUR COMPRENDRE, IL FAUT D'ABORD OBSERVER

INTERVENANTS

Julie PAGNY
Réseau d'Observation du Littoral
et Normandie et des Hauts-de-France

Cyril MALLET
Observatoire de la Côte Aquitaine

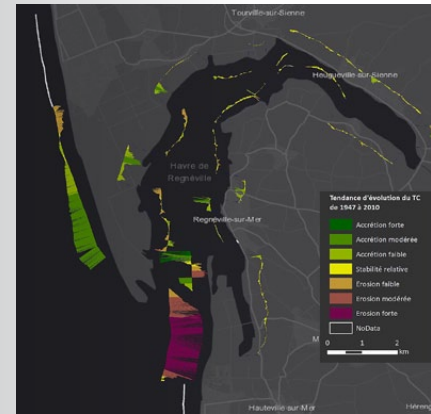
Camille ANDRE
GIP Littoral

Martin JUIGNER
Observatoire Régional des Risques Côtiers
en Pays de la Loire

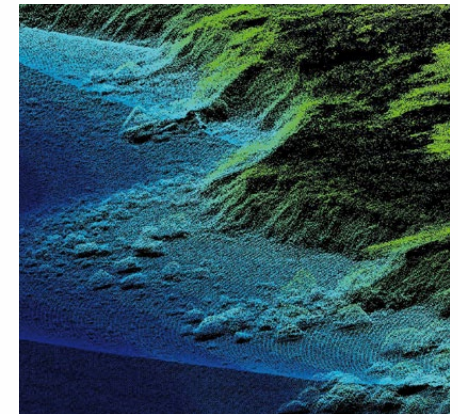
Arnaud VALADIER
CEREMA



Cap Ferret > Gironde



Evolution du trait de côte de 1947 à 2010
Havre de Regnéville > Manche



Une méthodologie de suivi de la bande côtière
Falaises des Vaches Noires > Calvados

Le **Réseau d'Observation du Littoral de Normandie et des Hauts-de-France** a été créé en 2010 pour rassembler, identifier et valoriser l'état de l'art, connaître l'information existante sur les dynamiques côtières, les risques naturels en milieu littoral et la biodiversité comme marqueur d'évolution des changements côtiers. Le réseau ne porte pas d'études en propre mais regroupe l'existant.

L'**Observatoire Régional des Risques Côtiers en Pays de la Loire** s'attache à mettre en place des méthodes de suivi homogènes et reproductibles, en lien avec les suivis réalisés à l'échelle locale, notamment par les porteurs de PAPI. L'observatoire met également en place des indicateurs de prédisposition au risque d'érosion, et organise des formations sur l'acquisition et l'analyse de données à destination des gestionnaires du littoral.

En Aquitaine, c'est l'**OCA** qui a pour mission d'être à l'interface entre des actions opérationnelles de diagnostic et d'expertise pour répondre aux besoins des porteurs de stratégies locales, et entre des actions de recherche visant à améliorer la connaissance fondamentale.

Les observatoires, pour la plupart constitués depuis maintenant plusieurs années, développent aujourd'hui des actions de vulgarisation de la donnée

scientifique, des aléas et des risques, à destination des élus, mais également les citoyens.

Pour traduire les nombreuses cartographies produites à l'aide des données des observatoires, et notamment de l'indicateur national d'érosion côtière le **CEREMA** a réalisé, pour le compte du Ministère de la Transition Écologique, une évaluation du nombre de bâtiments potentiellement menacés à l'horizon 2100 et de leur valeur économique, selon plusieurs scénarios. Le **GIP Littoral** a réalisé le même type de travail pour le littoral aquitain en décomposant les enjeux en logements, activités économiques, infrastructures publiques, et en tenant compte des données du fort impact des tempêtes de l'hiver 2013/2014 sur la côte atlantique. ●

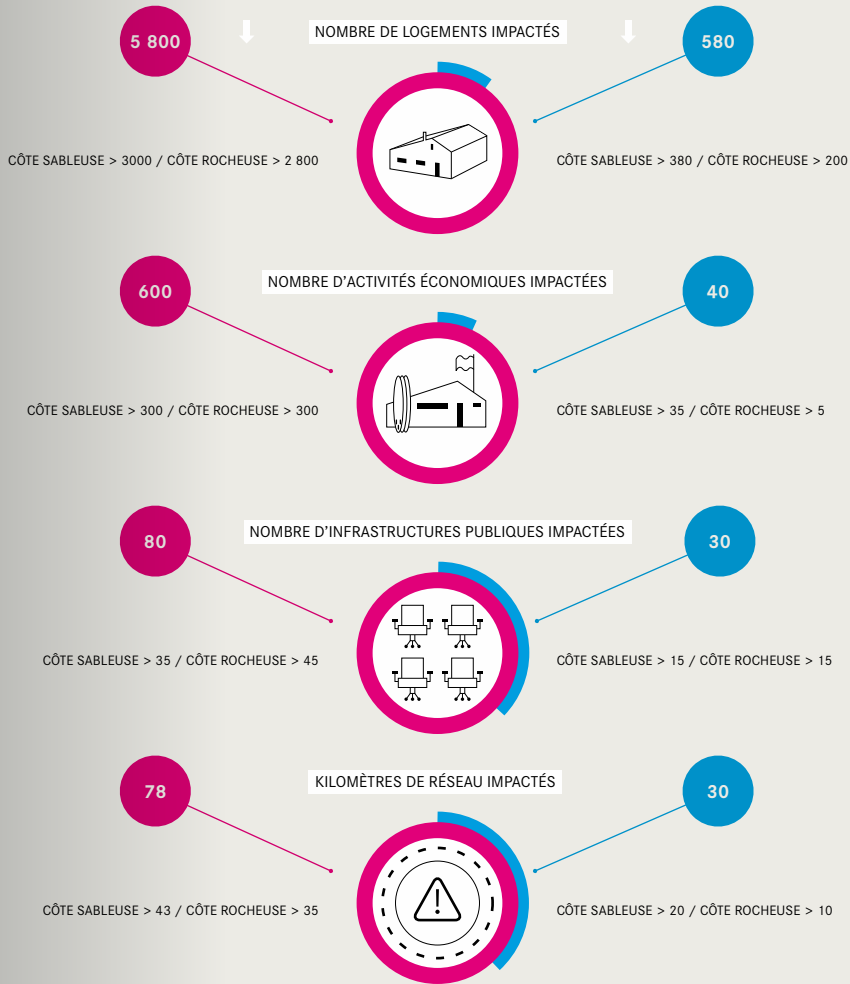
» Chiffres clés

- 50% des côtes basses sableuses connaissent une problématique d'érosion sur le territoire métropolitain.
- Plus de 10 000 bâtiments seront potentiellement impactés par l'érosion côtière sur le territoire métropolitain à l'horizon 2100, pour une valeur de plusieurs milliards d'euros.

CHIFFRES CLÉS DE LA SENSIBILITÉ À L'ÉROSION CÔTIÈRE
DU LITTORAL AQUITAIN À L'HORIZON 2050

ENJEUX MENACÉS
SANS PRISE EN COMPTE
DES OUVRAGES DE PROTECTION

ENJEUX MENACÉS
AVEC MAINTIEN DES OUVRAGES
EXISTANTS



Exemple d'interprétation : 90% des logements potentiellement menacés par le recul du trait de côte, soit la grande majorité d'entre eux, sont situés derrière des ouvrages de protection. Le repli stratégique pourrait donc concerner en priorité les enjeux non situés derrière des ouvrages existants, soit environ 10% des enjeux dénombrés. Nombre d'enjeux menacés sur le très court terme dans les prochains hivers sur la côte aquitaine en cas d'événements majeurs de tempêtes ou de mouvements de falaise : 160 logements et 15 activités commerciales.

DE L'AUTRE CÔTÉ DE LA MANCHE ?

Conférence de Nick HARDIMAN, Senior coastal advisor à l'agence de l'environnement du Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, la politique de gestion du trait de côte est portée par l'équivalent du Ministère de l'environnement qui travaille directement avec les collectivités locales sur des plans de gestion à horizon 100 ans. Un travail mené entre 2006 et 2012 a permis de produire 20 plans de gestion côtière. À chaque fois, le principe d'analyse coût/bénéfice est appliquée à différents scénarios, pour déterminer le plus pertinent. En termes de réglementation face à l'érosion, la politique britannique est similaire à la situation française : il n'existe pas de droit légal à une défense côtière au Royaume-Uni, donc pas de compensation disponible si on perd son bien à cause du recul du trait de côte. Il y a donc un frein important à la mise en place des solutions d'adaptation, celle du financement, et de « qui paie ? ».

patrimoniaux. Une tentative d'achat de biens pour les relouer pendant une durée définie a été expérimentée au Royaume Uni, mais n'a pas fait ses preuves, du fait des incertitudes sur l'échéance de survenance du risque. Dans l'attente, des choix de protection transitoire sont souvent menés, afin de se donner le temps de la réflexion. Les résultats montrent que devant la difficulté à démontrer les aspects positifs de ces projets, il faut les anticiper un maximum, et expérimenter davantage pour mettre en avant des exemples de succès. Une piste est l'utilisation d'autorisations spécifiques dans les documents d'urbanisme pour faciliter la réimplantation et inciter les futurs habitants du littoral à s'installer hors des zones à risque.

Le projet de la relocalisation du village entier de Fairbourne au Pays de Galles, dans les 40 à 60 prochaines années, est le plus important projet expérimental mené au Royaume-Uni aujourd'hui. ●

« Les solutions d'adaptation de type repli stratégique, en plus d'être souvent les plus onéreuses, sont souvent perçues comme un échec anticipé plutôt qu'une opportunité pour le territoire. Les politiques d'adaptation doivent être établies sur un temps long, ce qui souvent est à rebours des besoins politiques. L'adaptation réglementaire du territoire, la sensibilisation du public, la mise en place de défenses temporaires... n'étant pas des problématiques immédiates, sont souvent remises à plus tard ».

La présentation de 6 exemples d'expérimentation de repli stratégique souligne la problématique de l'engagement financier nécessaire par les collectivités. Les choses ont fonctionné seulement quand il s'agissait de biens isolés, de bâtiments



Côte Est - Angleterre

LES ÉCHELLES DE GOUVERNANCE

INTERVENANTS

Christian MARASMI
Région Emilia-Romagna

Renaud LAGRAVE
GIP Littoral

Patrick BEZERT
Office de l'Environnement de la Corse

Damien PERISSE
Conférence des Régions Périphériques Maritimes



Côte rocheuse : Pays Basque



À l'échelle européenne, l'exemple de la *Charte de Bologne*, signée par 29 régions méditerranéennes, est un bon exemple de définition d'un cadre commun et stratégique qui a permis d'établir un document politique et un programme d'actions ayant fait émerger des projets locaux pour un montant supérieur à 500 millions d'euros. Les projets *Interreg* ont souvent permis de développer des réseaux d'acteurs qui aident à créer des projets et trouver des financements pour répondre aux problématiques locales. Même si l'érosion côtière est peu souvent ciblée directement.

« Les changements climatiques et leur dimension internationale, permettent de mettre à l'ordre du jour la réflexion sur l'érosion côtière. »
[Damien Périssé]

Malgré les importants travaux réalisés au niveau régional et local en Nouvelle-Aquitaine, il semble

que cette échelle d'intervention ne soit pas suffisante pour apporter des réponses d'ordre législatif et financier aux enjeux de l'adaptation de notre littoral.

« Depuis 4 ans un certain nombre de questions et pistes de réflexion sont sur la table, sans malheureusement aucune avancée constatée à ce jour. Une politique cohérente de gestion du littoral ne pourra se faire que par anticipation et certainement pas en réaction aux événements tempétueux au coup par coup. »

[Renaud Lagrave]

Des évolutions au niveau national sont donc attendues pour répondre au besoin de clarification des responsabilités ainsi que de visibilité financière sur les stratégies locales de gestion de l'érosion. ●

» Le mot du Président de Région Alain Rousset

Depuis 20 ans, la Région accompagne l'Observatoire de la Côte Aquitaine pour approfondir la connaissance et l'analyse des phénomènes d'érosion. Il faut continuer les efforts en ce sens, avec notamment les universitaires, la Région accompagne pour cela l'Université de la Rochelle qui accueillera prochainement des étudiants et des doctorants sur ce sujet. Déjà à l'époque de la MIACA, la question des risques littoraux avait été évoquée et prise en compte, en limitant l'artificialisation du littoral. Aujourd'hui le GIP Littoral poursuit cette réflexion et cette approche globale sur l'aménagement des territoires littoraux de la Région Nouvelle-Aquitaine. Des solutions innovantes de gestion et d'adaptation sont présentées, elles reposent notamment sur la capacité de résilience des milieux naturels. Il y a effectivement une réflexion à avoir sur le financement de ces projets. La Région doit absolument accompagner ces démarches, elle le fait avec les fonds européens (le FEDER) et les crédits régionaux qui sont mobilisés. « L'érosion du trait de côte déstabilise notre organisation littorale. Tout n'est pas négatif. Je suis certain que nous avons l'expertise et l'énergie en Région pour relever de manière intelligente les défis posés par ce phénomène naturel. »



DESSINER L'AVENIR DES TERRITOIRES LITTORAUX FACE AU RISQUE

INTERVENANTS

Laurent PEYRONDET
Maire de Lacanau

Philippe DE GONNEVILLE
Adjoint au maire de Lège-Cap-Ferret

Alain DUDON
Maire de Biscarrosse et Président de la communauté de communes des Grands Lacs

Jean-Marie MARCO
Adjoint au maire de Capbreton

Emmanuel ALZURI
Maire de Bidart et Conseiller à la communauté d'agglomération du pays-Basque

Vital BAUDE
Conseiller régional délégué au littoral

Nicolas DAYOT
Président de la Fédération Nationale de l'Hôtellerie de Plein Air

Jean-Marie FROIDEFOND
Administrateur à la SEPANSO Aquitaine

Lionel CAUSSE
Député de la 2^e circonscription des Landes



Côte sableuse : Biscarrosse > Landes

Les stratégies locales donnent aujourd'hui un cadre de travail et un cap cohérent et partagé entre les partenaires public.

Les actions de court terme se mettent progressivement en place malgré le cadre très évolutif et incertain. Sur le plan institutionnel, 2018 a été marquée par la prise de compétence GEMAPI ; sur le plan réglementaire, l'inscription des travaux dans les stratégies locales oblige les porteurs à un respect systématique des procédures administratives, à la régularisation des ouvrages, et à un passage par une phase transitoire ; sur le plan financier, le démarrage des travaux coïncide avec une période de fin de programmes, ce qui rend plus difficile la visibilité à moyen/long terme.

Des échanges ont porté entre les personnes présentes à la table ronde et les participants du public sur l'intérêt et la légitimité du choix de certains modes de gestion, notamment de lutte active souple, qui peuvent être considérés comme des solutions non pérennes. Les réponses des intervenants ont montré qu'il n'y a pas de choix simple et bien souvent pas de solution idéale pour gérer le risque d'érosion.

« Lors des 5 réunions publiques organisées par l'agglomération et les communes, nous avons informé des résultats de la stratégie locale. Il y a aujourd'hui une vraie prise de conscience sur ce sujet de la part des propriétaires. »
[Emmanuel Alzuri]

L'opposabilité des stratégies locales, pourrait dans un premier temps permettre de maintenir dans le temps la feuille de route retenue.

« Avec le GIP Littoral et l'OCA, la Région se projette dans de véritables stratégies de gestion et accompagne les collectivités financièrement. »
[Vital Baude]

Les territoires attendent aujourd'hui des réponses aux questions soulevées sur les plans réglementaires et financiers.

Le législateur se doit d'être présent pour simplifier les démarches et les choix qui seront portés à travers les stratégies locales. Le travail doit porter en particulier sur le mode de gestion du repli

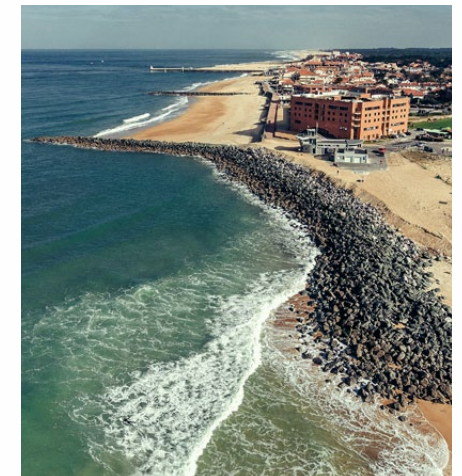
» Chiffres clés

- 2 000 campings sont aujourd'hui menacés par des risques naturels (érosion, submersion, inondation), la disparition de ces établissements aura un impact fort sur les territoires si rien n'est fait.

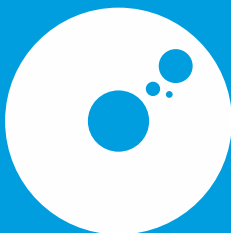
stratégique, impossible aujourd'hui à mettre en œuvre sur le terrain, et en particulier sur un nouveau modèle de la propriété foncière sur ces espaces, un nouveau modèle financier viable pour la puissance publique, mais aussi les propriétaires.

Cela serait un premier levier pour une acceptabilité sociale, très complexe à gérer aujourd'hui sur la question du repli stratégique, comme l'a montré l'exemple britannique. Il est primordial de considérer les attentes et besoins du territoire pour dessiner des futurs projets de relocalisation. La volonté politique ne peut pas tout, les habitants expriment des attentes et les acteurs économiques des besoins qui s'ils ne sont pas considérés, rendront dès le départ toute opération de repli difficilement opérationnelle.

« Si à l'avenir nous ne pouvons plus continuer à nous protéger, que l'on ne peut plus réensabler et qu'il est toujours impossible de relocaliser, on fait quoi... ? »
[Laurent Peyrondet] ●



Capbreton > Landes



SIGNATAIRES

Services de l'Etat en région, conseil régional Nouvelle-Aquitaine, conseil départemental de la Charente-Maritime, conseil départemental de la Gironde, conseil départemental des Landes, conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques, communauté d'agglomération de La Rochelle, communauté d'agglomération Rochefort Océan, communauté d'agglomération Royan Atlantique, communauté d'agglomération Bassin d'Arcachon Sud, communauté d'agglomération Pays Basque, communauté de communes de l'île de Ré, communauté de communes de l'île d'Oléron, communauté de communes Bassin de Marennes, communauté de communes Médoc Atlantique, communauté de communes Médullienne, communauté de communes du Bassin d'Arcachon Nord, communauté de communes des Grands Lacs, communauté de communes de Mimizan, communauté de communes Côte Landes Nature, communauté de communes Maremne Adour Côte Sud, communauté de communes du Seignanx.

PHOTOGRAPHIES

Pages 1 & 4 : GIP Littoral / Page 3 : ROLN / Page 5 : Agence de l'environnement du Royaume Uni
Pages 2 - 6 - 7 - 8 - 9 : OCA

GIP LITTORAL

11, avenue Pierre Mendès France 33700 Mérignac / France
T. +33 (0)5 56 13 26 28 / F. +33 (0)5 56 13 14 84

> écrivez-nous <

GiPLITTORAL.FR